

Nouvelles Galeries : les raisons d'un échec

Cet article de synthèse réalisé d'après de nombreuses discussions avec l'équipe de militants du Comité de Soutien qui a réalisé « La lutte continue », supplément à *L'Outil*, cherche à éclairer la longue suite de fautes qui ont conduit à l'impasse des jeunes travailleuses qui en étaient à leur première grève.

La Société Française des Nouvelles Galeries Réunies, c'est avec le Printemps, le plus grand trust du commerce en France : 30 magasins NG, 24 filiales, participation dans 125 magasins (Uniprix, BHV).

Parmi les 360 travailleurs du magasin de Thionville et les 120 de l'entrepôt de Richemont, une grosse majorité de femmes et surtout des jeunes ; ils ont peu de tradition de lutte.

Les patrons ont la vie belle : en Lorraine il n'y a pas de travail pour les femmes. Comme partout, le salaire féminin est considéré comme un salaire d'appoint.

"Nous ne sommes pas des bêtes"

C'est un « ralbol » général qui déclenche spontanément la grève au dépôt de Richemont (le 17 avril) et, deux jours après, au magasin de Thionville ; ralbol qu'expriment ainsi les grévistes : « Des salaires de misère. Une surveillance de tous les instants comme si nous étions des esclaves. On nous considère en permanence comme des voleurs, allant jusqu'à l'imposition de la fouille devant tous les autres. En ce qui concerne les WC, une commission le matin, une l'après-midi, pas le droit d'être indisposées. Même là, nous sommes surveillées, la direction encourage à des dénonciations et intimide ceux qui s'y refusent. Pas le droit de parler entre nous, la moindre discussion est sévèrement réprimandée par nos chefs, etc. » A cela s'ajoutent les privautés des chefs sur les filles : les grévistes qui croyaient que le problème était individuel, s'en apercevront en discutant entre elles.

Jusqu'ici les employés étaient « représentés » par un syndicat-jaune FO : ils adhèrent en masse à la CFDT, qui s'empresse de traduire en termes plus « classiques » les revendications du personnel : 200 F d'augmentation pour tous, pas de salaires inférieurs à 1.000 F, augmentation des effectifs pour améliorer les conditions de travail, une cantine et une infirmerie, révision complète du règlement intérieur, etc.

La période de Richemont

A Richemont (80 grévistes), seuls les cadres travaillent ; à Thionville, 80 vendeuses sur 160 font grève (le reste étant composé de cadres, de chefs de rayon ou de démonstratrices ne dépendant pas des NG).

Pendant trois semaines, tout se passe à Richemont, le piquet de grève campe devant l'entrepôt. La direction utilise tous les moyens pour briser le mouvement : huissier, fausses nouvelles dans la presse locale, puis la violence. Le 25, 80 gardes mobiles sont repoussés par un piquet de 50 grévistes (surtout des femmes), puis attaquent à la grenade. Un cadre fonce en voiture sur les filles, en blesse deux.

Mais cette violence ne fait que stimuler la détermination des grévistes. Le 8 mai, elles organisent une « haie d'honneur » : les jaunes sont bombardés à coup de patates. Les portes du dépôt sont plusieurs fois bétonnées. La direction se résigne à fermer l'entrepôt.

Pendant toute cette période ascendante, la solidarité commence à s'organiser, essentiellement à l'initiative de militants, gauche PSU, maos, lycéens, qui avaient commencé à travailler ensemble lors de l'affaire Chtioui (cf. *L'Outil* n° 2). Les lycéens montent une

pièce pour populariser la grève. Le Comité de Soutien se crée.

Mais déjà apparaissent les futurs blocages. Des responsables de la Fédération des Services CFDT, orientés « à gauche », descendent aider les grévistes. Or l'UD de Moselle a la couleur de la Fédé dominante : celle de la métallurgie. Le permanent, Walter Païni, « 25 ans d'expérience, connaît son métier ». Il en impose à ces filles qui pour la plupart le suivront aveuglément presque jusqu'à la fin. La tension monte. Le fédéral, trop en flèche dans l'affrontement avec les flics, est rappelé à Paris. L'UD prend l'affaire en main. Les militants du comité de soutien sont écartés du piquet auquel Païni donne la consigne de laisser passer les jaunes. Dès le 6 mai, convoquant les deux établissements séparément, il propose aux grévistes d'« abaisser » les revendications. Richemont refuse. On ne trouvera plus les revendications dans les tracts CFDT.

Le 8 mai, une circulaire de l'Union Régionale de Lorraine fixe la doctrine de la CFDT : le soutien financier est ouvert à n'importe qui, mais la *popularisation* de la grève ne saurait être le fait que de l'interprofessionnelle CFDT.

Thionville : le tournant

A partir du 9 mai, les grévistes quittent Richemont fermé et occupent le magasin de Thionville. C'est le début de la quatrième semaine, décisive. La grève prend un tour spectaculaire : les grévistes et leurs chansons sont maintenant connues dans tout le bassin sidérurgique.

Le samedi 13 mai, un meeting de soutien est organisé devant les NG. Les CRS sont là. Ils chargent, jusque dans le magasin. La foule, les clients, réagissent « comme un tonnerre » et bombardent les flics !

C'est à partir de ce jour-là qu'aurait pu se cristalliser sur la grève toute l'opposition populaire à la liquidation de la Lorraine. Tous les travailleurs sont mobilisés, la « paix sociale » est remise en cause. L'UD-CFDT en juge autrement. Pendant quinze jours, elle va s'appliquer à réprimer la capacité d'initiative des grévistes, à briser le mouvement d'unité populaire.

Les permanents imposent une « trêve » de 36 heures pour négocier, trêve qui coupe net la mobilisation. La direction propose des augmentations dérisoires. Furieux, les grévistes décident d'eux-mêmes d'occuper le magasin de nuit. Aventurisme ? Certainement si aucune mesure n'est prise pour assurer le soutien populaire à l'ouverture du magasin. L'UD s'en garde bien, elle négocie au contraire avec la sous-préfecture l'évacuation à 8 heures du matin ! Mises devant le fait accompli, les grévistes doivent s'incliner.

Pendant ce temps, le Comité de Soutien travaille. La CFDT réagit en lançant un « Comité de coordination », cartel CFDT-CGT-PCF-PS. L'opposition culmine le 20 mai, au rassemblement convoqué par le Comité de Soutien, dispersé sous la pression de la CFDT (voir le débat). Les conséquences de cette annulation seront désastreuses pour l'unité populaire.

Après un voyage à Paris (où la direction nationale les reçoit « par politesse »), les grévistes s'installent dans le magasin, qui devient un meeting permanent. Le chiffre d'affaires s'effondre. Mais le ressort est brisé. Le Comité de Soutien adopte la ligne : « Il

faux gagner : soutien inconditionnel », et sort des journaux de masse très discrets sur le rôle de la CFDT. C'est la période de « coexistence ». Le soutien se développe dans toute la France à l'initiative notamment de groupes MLF ou « Femmes en Lutte ».

Le pourrissement

La majorité des grévistes a toujours confiance en la CFDT. Le 1^{er} juin, l'UD propose de ne pas occuper le magasin « en gage de bonne volonté » pour une réunion de conciliation (qui échoue). Le 2 juin, la direction qui prétend avoir trouvé une bombe, ferme le magasin.

Le samedi 3, grande manif organisée par la CFDT. Une circulaire interne indique l'importance qu'elle y attache : il faut mobiliser 5.000 à 10.000 personnes, et l'honneur doit en revenir à la CFDT. Mais il ne vient que 1.500 personnes, dont une bonne partie avec le Comité de Soutien, la partie la plus gaie de ce cortège-enterrement qui organise à la fin un « meeting sauvage » avec les grévistes du Joint Français, et les paysans, interdits de parole par la CFDT. C'est la rupture définitive entre le Comité de Soutien et la CFDT.

Décidée à en finir, celle-ci tente le vote à bulletin secret. Le 5 juin, 8 pour la reprise, 96 pour poursuivre la grève!

Le 6, réouverture du magasin. La CFDT entraîne les grévistes aux NG de Metz. Sur un terrain hostile, les filles sont sauvagement matraquées par les flics. Elles retournent faire les piquets devant (et non dans) le magasin de Thionville. Le 12, le commissaire de police, aidé de la CFDT et de la CGT, fait dissoudre les piquets. C'est que la CGT est entrée en scène. Le revirement confédéral après la journée du 7 juin permet à l'UD d'associer à son inaction la CGT et (pourquoi pas?) FO et la CFTC!

Les filles n'occupant plus le magasin, les travailleurs ignorent la poursuite de la grève. Le Comité de Soutien s'enfonce dans le découragement. Pourtant, le 7, un ouvrier de la Sollac, est licencié parce qu'on a trouvé sur lui des tracts de soutien. C'est le signe de la peur du patronat lorrain devant le danger que fait courir cette grève sur la paix sociale. D'ailleurs, le 10, les grévistes sortent un très beau tract qui témoigne de leur prise de conscience : « Dans les usines, les quartiers, les écoles, le combat est le même! C'est un combat pour l'homme! » Mais il est bien tard...

La liquidation

L'unité syndicale se réalise enfin pour liquider la grève. Le 15 juin, vote secret. Depuis trois jours les grévistes sont enfermées dans la Maison des Syndicats, soumises à un intense bourrage de crâne.

La CGT et la CFDT appellent à la reprise. 49 pour continuer, 27 contre. Païni décide qu'on n'était pas assez nombreux. Fureur chez les grévistes. Une « gauche » s'affirme enfin, prête à prendre ses affaires en main. Elle n'y parviendra pas réellement.

Le lendemain, Païni décrète tout simplement la reprise. Crises de nerf, évanouissements. Païni est chassé par les grévistes. Un comité de grève est élu. Alors que toute la presse annonce la reprise, à Thionville c'est le dernier espoir : les grévistes vont-ils enfin affirmer leur autonomie, en s'appuyant sur le Comité de Soutien et la Fédération des Services?

Mais le lundi 19 juin, il faut se rendre à l'évidence : la grève continue sans lutte. Le magasin n'est pas réoccupé. Le comité de grève, qui ne se réunit qu'en présence des permanents fédéraux, ne prend que deux décisions : aller aux portes des usines de la région (jamais appliqué) et envoyer des équipes proposer à d'autres magasins NG de débrayer, ceux qui sont les plus « durs » : Annecy (qui marchera), Saint-Etienne, Montargis, Clermont. C'est ce qu'il aurait fallu

faire un mois plus tôt. Les syndicats avaient alors préféré parachuter partout une « semaine d'action », qui fut un échec.

La grève s'effiloche. Le lundi et le mardi, des filles reprennent parce qu'elles pensent que l'inaction menant droit à la défaite, ce n'est pas la peine d'attendre. Le mardi, Païni revient. Le jeudi, il fait constater aux quelques grévistes qui viennent encore aux AG qu'il n'y a plus qu'à reprendre. Le vendredi, deux grévistes sont inculpés... pour « violences à agent » de la quatrième semaine.

Conclusion

L'UD-CFDT porte une lourde responsabilité dans cet échec. Elle a toujours refusé la démocratie prolétarienne (les AG n'étaient que des meetings confus où les permanents manipulaient l'assemblée). Elle a évité les actions spectaculaires qui auraient pu souder la solidarité. Elle a combattu l'unité populaire, préférant mettre en avant son étiquette, n'ayant en tête que la structuration de la future section CFDT des NG. Quant à la Fédération des Services, si son attitude a été moins « répressive », sa stratégie semble au fond ne pas avoir été bien différente : refus de s'appuyer sur l'initiative des masses, se cantonner dans le domaine syndical.

Car ce qui a manqué à Thionville, ce n'est pas tant le difficile élargissement au trust (qui n'a pas non plus été réalisé dans la CGE lors de la grève du Joint), que l'élargissement *politique* régional, la remise en cause de la paix sociale, qui avait contraint la bourgeoisie à faire pression sur un de ses représentants pour « limiter les dégâts » en Bretagne.

Mais le combat courageux des Nouvelles Galeries n'aura pas été inutile. Il a vu l'entrée en lutte d'une catégorie de travailleurs particulièrement exploitée et opprimée qui avait jusqu'ici assez peu de conscience collective. Il a rappelé que, dans la dureté de l'affrontement de classe, le refus des conditions politiques de la victoire mène à la défaite. A chacun d'en tirer les leçons.